

République du Sénégal

REPUBLIQUE DU SENEGAL

PRIMATURE

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE IV**

AU TITRE DE LA GESTION 2009

**(Rapport de revue pour la Haute Autorité chargée de la
coordination de la Sécurité maritime, de la Sûreté Maritime et
de la protection de l'environnement marin (HASSMAR))**

**Mars 2011
(Version Finale)**

GLOBAL MANAGEMENT SERVICES

GMS Audit & Expertise

Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc

Imm Moustapha N°207, 2^{ème} étage à gauche

Tel : Bureau : 33 867 68 00 / 33 867 68 02

Fax : 33 867 68 01

Mail : gmac@orange.sn

SOMMAIRE

1. NOTE DE SYNTHESE.....	6
1.1. DEROULEMENT DE LA MISSION	6
1.1.1. CADRE DE L'INTERVENTION	6
1.1.2. MODALITES D'INTERVENTION.....	6
1.1.2.1. Audit passation des marchés	7
1.1.2.2. Support informatique.....	7
1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....	8
1.3. CONSTAT D'AUDIT	8
1.3.1. ECHANTILLON	8
1.3.2. CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES	9
1.3.3. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION FINANCIERE.....	15
1.3.4. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION PHYSIQUE	15
1.4. RECOMMANDATIONS	15
1.4.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF.....	15
1.4.2. RECOMMANDATIONS SUR L'AUDIT DES MARCHES	15
1.5. CONCLUSION.....	15
2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT.....	16
2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE.....	16
2.1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	16
2.1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION	17
2.1.3. TACHES ATTENDUES DU CONSULTANT	18
2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE.....	21
2.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT	21
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES	21
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES	22
2.3.3. AUDIT TECHNIQUE DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	22
2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT	23
2.4.1. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES	23
2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial.....	24
2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit	24
2.4.2. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	25
3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES	26
3.1. RAPPEL.....	26

3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR	26
3.1.2. PROCEDURES.....	27
3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES.....	28
3.2.1. PRESENTATION DE LA HASSMAR.....	28
3.2.2. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHES DE LA HASSMAR.....	29
 4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....	 30
 4.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	 30
4.1.1. DRP	30
4.1.1.1. Acquisitions par entente directe non autorisée en violation des dispositifs CMP	41
4.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE	42
4.2.1. CONSTAT DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER	42
4.2.2. CONSTAT D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE	42
4.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	42
 5. RECOMMANDATIONS.....	 42
 5.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	 42
5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES	43
5.2. 1. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES.....	43
5.2.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AGENTS DE LA HASSMAR EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES.....	43
5.2.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE.....	43

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
HASSMAR	Haute Autorité chargée de la Sécurité Maritime, de la Sureté Maritime et de la Protection de l'Environnement Marin
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
MUHHA	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'Assainissement
Nb	Nombre
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAO	Rapport d'Analyse des Offres

RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
TDR	Terme de Références
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

1. NOTE DE SYNTHÈSE

La note de synthèse ci-après résume le déroulement de la mission, son contexte et la méthodologie mise en œuvre. Elle présente également pour la HASSMAR les constats relevés sur l'audit du dispositif des marchés ainsi que sur la passation et l'exécution des marchés. Enfin, elle dégage les axes de recommandations formulées par l'auditeur à l'issue de ses travaux.

1.1. Déroulement de la mission

1.1.1. Cadre de l'intervention

La présente mission confiée au Cabinet GMS Audit & Expertise concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes du groupe IV.

L'exercice d'audit à posteriori fait partie des mesures prioritaires de la réforme du système des marchés publics et s'entend donc comme l'un des instruments de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

1.1.2. Modalités d'intervention

La mission a effectivement démarré dès la réception de l'ordre de service adressé par l'ARMP à notre Cabinet le 16 septembre 2010. Pour chaque AC, une équipe d'auditeurs composée d'un ingénieur polytechnicien spécialisé en passation de marchés, d'un expert comptable, d'un auditeur financier et d'assistants, a travaillé sur les aspects de la passation des marchés et de leur exécution financière ainsi que sur les aspects liés à la matérialité de la dépense et l'audit technique.

Ces équipes ont travaillé de façon autonome sur les dossiers constitutifs de l'échantillon. Mais l'organisation a été faite, d'une part, de façon à faire circuler l'information au sein de chaque équipe et, d'autre part, à coordonner les interventions de terrain chaque fois que cela a été nécessaire.

1.1.2.1. Audit passation des marchés

En préalable à l'intervention des équipes, une session de formation avait été organisée à l'attention des auditeurs financiers afin qu'ils s'imprègnent de la méthodologie de l'audit et se familiarisent avec le Code des Marchés Publics. Cette formation a été suivie par un séminaire sur l'audit de l'exécution financière destiné aux auditeurs sous la supervision de la direction de la mission, afin d'assurer une parfaite assimilation de la méthode de travail par ceux-ci.

1.1.2.2. Support informatique

Les auditeurs ont disposé d'un « masque de saisie » qui leur a permis de saisir toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Dans un deuxième temps, toutes les données ont été centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente d'importants avantages pour la conduite des travaux d'audit de la passation des marchés :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, au travers de la production de tableaux de synthèse, qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale, avec pour principaux avantages :
 - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

1.2. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de la HASSMAR se présentent comme suit :

- **Rapports périodiques non élaborés**

Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits au cours de la gestion 2009.

Le Rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas également été produit.

- **Non mise en place d'un système comptable et financier**

Les différents mouvements de fonds sont retracés manuellement dans un registre journal. Un logiciel permettant d'enregistrer de manière comptable les opérations de trésorerie de la Haute Autorité n'est pas mis en place. Les documents comptables (états financiers, la balance, le Grand livre) ne sont pas produits.

- **Non existence d'un manuel de procédures administratives, financières et comptables**

HASSMAR ne dispose pas d'un manuel qui décrit les procédures administratives et comptables en vigueur au sein de la structure et qui sont en conformité avec les dispositions pertinentes du CMP.

1.3. Constat d'audit

1.3.1. Echantillon

L'échantillon d'audit a été bâti sur la base des propositions contenues dans les termes de référence (TDR) de la mission. Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et DRP produites par l'AC, l'équipe a sollicité de la HASSMAR les états financiers pour l'année 2009, la balance générale et le grand livre. L'équipe a obtenu le registre journal de l'année 2009 puisqu'il n'existe pas de comptabilité au sein de la HASSMAR. Les contrôles sur ce registre manuel nous ont permis de relever des dépenses effectuées sans recourir à une demande de cotation auprès d'au moins cinq (5) fournisseurs pour un montant total de Vingt cinq millions deux cent soixante dix sept mille francs CFA **(25.277.000) F CFA**, en violation de l'article 77 du Code des Marchés Publics et de sa circulaire du 31 mars 2009.

Sur la base de ces corrections, l'équipe a répertorié un Appel d'Offre concernant les travaux de construction du Centre national de coordination des secours maritimes (MRCC) devant abriter le siège de la HASSMAR d'un montant de Quatre Cent Quatre Vingt Un Millions Cent Soixante Quinze Mille Cent Quatre Vingt Onze(481.175.191)F CFA et treize (13) DRP d'un montant total de Cinquante Six Millions Quatre Vingt Quatorze Mille Trois Cent Cinquante Trois (56.094.353)F CFA.

L'équipe a travaillé sur l'Appel d'Offre d'un montant de Quatre Cent Quatre Vingt Un Millions Cent Soixante Quinze Mille Cent Quatre Vingt Onze(481.175.19) F CFA et sur les neuf (09) DRP d'un montant total de Cinquante Quatre Millions Deux Cent Trente Neuf Mille Cent Quarante Huit (54.239.148) F CFA passées par la HASSMAR au titre de l'exercice 2009 et sur les acquisitions corrigées par le cabinet mentionnées ci-dessus. Par conséquent, le taux de couverture est de 99%.

L'audit de la dépense physique portera sur la construction du Centre de Coordination des secours maritimes abritant le siège de la Haute Autorité chargée de la Coordination de la sécurité maritime et de la protection de l'environnement marin pour constater la matérialité. Cet audit nécessite une expertise technique et fera l'objet d'un autre rapport.

1.3.2. Constats relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Les dossiers qui ont été mis à la disposition de la mission pour la revue ne comportent pas tous les éléments de la procédure pouvant permettre à l'auditeur de donner un avis sur toutes les pièces.

Il s'agit notamment :

- ✓ de l'avis d'attribution définitive et de l'archivage de certaines offres des soumissionnaires pour le marché relatif à la Construction du Centre de coordination des secours maritimes, de la sûreté maritime et de la protection de l'environnement.
- ✓ procès-verbal ou bons de réception pour certaines prestations telles que l'installation et la configuration du serveur sous 2003, la conception et la réalisation du site web.

Nous présentons ci-après les non conformités que nous avons relevées :

- **Dépenses effectuées en violation des dispositions du CMP**

Les contrôles nous ont permis de relever les acquisitions qui n'ont pas été effectuées conformément aux dispositions pertinentes du CMP.

Elles s'analysent comme suit :

Description	Fournisseur ou bénéficiaire	Montant en F CFA	Observations
Honoraires (Séminaires de formation en bureautique	HORITECH	1.888.000	
Carburant	SHELL	21.617.500	
Fournitures de bureau	Repro systèmes	460 200	Fournitures de porte clés, agendas et stylos
Fournitures de bureau	GRAFITI	336 300	Réalisation de calendriers
Matériels informatiques	Sud Informatiques	975 000	
TOTAL		25.277.000	

- **Non conformités relevées sur l'Appel d'offre**

La principale non-conformité relevée sur l'appel d'offre relatif à la construction du centre de coordination des secours maritimes, de la sûreté maritime et de la Protection de l'Environnement est l'absence d'avis d'attribution définitive.

- **Non conformités relevées sur les DRP**

Les principales non-conformités relevées sur les DRP sont :

- les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation ;
- les candidats non retenus n'ont pas été informés ;
- absence du rapport d'évaluation des offres pour deux (2) DRP sur neuf (9) ;
- L'offre la moins disante n'a pas été retenue pour l'achat du scooter ;

- Sur l'ensemble des DRP exécutées par la HASSMAR, un groupe de fournisseurs (SENDIS, TECHNOPOINTE, SOUMBAR EXPRESS SERVICES, MEISSA MBAYE SAMB, ESPACE GLOBAL et GIE DJAGARAF) est régulièrement consulté pour des prestations auxquelles elles ne sont pas toujours qualifiées.

D'ailleurs ces entreprises ne sont jamais attributaires de marchés. Ils présentent des offres à chaque fois que de besoin pour compléter les cinq candidats requis afin de permettre à l'Autorité contractante de faire un semblant de conformité aux règles et procédures qui régissent les DRP. Cette situation est présentée dans le diagramme ci-dessous.

FOURNISSEURS	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	DRP 5	DRP 6	DRP 7	DRP 8	DRP 9	DRP 10	DRP 11
REPRO SYSTEMS SARL											X
SENDIS											
SUD INFORMATIQUE	X								X		
HORITECH					X						
BERNABE ALLIANCE				X							
ETS MADO ET CIE										X	
TECHNOPOINTE											
TOPO SERVICES								X			
SOCIETE ADL INTERNATIONAL		X	X								
SOUMBAR EXPRESS SERVICES											
GARAGE AUTO						X					

MEISSA MBAYE SAMB											
A. GLOBOBIUM COMPANY							X				
ESPACE GLOBAL											
ECPS											
GIE DJAGARAF											
ETM											

Nous présentons également ci-après un tableau récapitulatif des non-conformités relevées sur les neuf (09) DRP présentées par la HASSMAR :

[illegible]

[illegible]

1.3.3. Constat relatif à l'exécution financière

Nous n'avons pas relevé d'observations particulières sur l'exécution financière des marchés passés par la HASSMAR.

1.3.4. Constat relatif à l'exécution physique

L'audit physique fera l'objet d'un rapport séparé.

1.4. Recommandations

A la suite des constats relevés, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

1.4.1. Recommandations sur le dispositif

Nos recommandations portent sur :

- la préparation des rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés doit établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- La mise en place d'un logiciel comptable permettant un enregistrement fiable des opérations financières ;
- L'élaboration d'un manuel de procédures administratives, comptables et financières.

1.4.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

- Publier un avis d'attribution définitive pour les appels d'offres,
- Archiver les offres des soumissionnaires,
- Inclure les noms des candidats sélectionnés sur les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires pour les DRP,
- Informer les candidats non retenus dans le cadre des DRP.

1.5. Conclusion

A notre avis, du fait des points évoqués aux paragraphes 1.2 et 1.3 ci-avant, la HASSMAR ne s'est pas conformée de façon satisfaisante pour la gestion 2009, aux dispositions et procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le Décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.

2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1. Rappel des termes de référence

2.1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les Directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, Autorité Administrative Indépendante (AAI) dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes.

La revue effectuée par le Cabinet GMS Audit & Expertise conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification nécessaire et pertinente que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que les contrôles effectués fournissent une base raisonnable aux constats et recommandations formulées dans le présent rapport.

2.1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;**
- ✓ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP ;
- ✓ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✓ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✓ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des

Différents de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;

- ✓ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette Direction ;
- ✓ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✓ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue, d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✓ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✓ formuler des recommandations pour le futur.

2.1.3. Tâches attendues du consultant

D'une manière générale, l'audit concerne les aspects suivants : la passation des marchés, l'exécution financière et l'exécution technique.

Plus particulièrement, l'auditeur indépendant est appelé à :

- ✓ vérifier, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✓ formuler des recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des deux (02) premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon :

- publicité préalable,
- dossier de consultation,
- validité de la méthode de passation choisie,
- couverture budgétaire,
- rapports d'évaluation des offres,
- traitement des plaintes,
- délais de passation,
- délais de publication des attributions,
- contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés,
- délais des paiements,
- respect des délais d'exécution,
- respect des procédures de réception, etc. ;

A chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

c) examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que :

- l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés,
 - l'attribution aux moins disants qualifiés,
 - le non fractionnement de marchés,
 - les conditions préalables de mise en concurrence,
 - les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats,
 - l'approbation des marchés par les autorités compétentes,
 - les éléments constitutifs des cahiers des charges,
 - les seuils des avenants,
 - le respect des délais d'exécution,
 - les cas de résiliation, etc. ;
- d)** établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** analyser l'organisation en général des structures ressources humaines (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle, etc.) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier et diagnostic approfondi des cellules et commissions des marchés ;
- f)** faire des vérifications sur :
- l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
 - la production des cautions d'avance de démarrage et des cautions de bonne exécution ;
 - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
 - la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
 - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics et Agences ;
 - la tenue des registres de marchés cotés et paraphés, mis à jour ;
 - l'application des pénalités de retard prévues ;
- g)** examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- h)** formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP;
- i)** en fin de mission, assurer une formation de deux (02) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (5) experts de l'ARMP et cinq (5) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions;

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.2. Méthodologie de mise en œuvre

Selon les termes de référence, l'objet principal de la mission consiste à vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Nous considérons que la méthodologie devrait être basée d'une part, sur la réglementation en vigueur au Sénégal pour la période sous revue (rappelée au chapitre 3.1.1.) et, d'autre part, sur les différentes étapes de la passation des marchés (la définition des prestations, la mise en concurrence, la conclusion du contrat) et de leur exécution.

Sur cette base, la méthodologie retenue par le Cabinet est la suivante :

- Prise de contact avec les AC et obtention des documents nécessaires pour réaliser la mission;
- Contrôle de l'exhaustivité des marchés;
- Echantillonnage des marchés ;
- Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux ;
- Audit physique des marchés échantillonnés ;
- Rédaction des rapports provisoires ;
- Transmission des rapports provisoires aux AC pour observations ;
- Transmission des rapports provisoires à l'ARMP pour validation ;
- Rédaction des rapports définitifs.

2.3. Description des travaux d'audit

2.3.1. Audit de la passation des marchés

• Prise de connaissance

Une lettre a été envoyée à la date du 23 septembre 2010 à la HASSMAR pour obtenir des statistiques sur les marchés passés en 2009 et demander une date de rencontre pour démarrer la mission. La Haute Autorité a répondu à cette lettre en nous transmettant les statistiques demandées. Ainsi, elle a mis à notre disposition les documents suivants :

- ☒ Liste des marchés pour 2009 ;
- ☒ Plan de passation des marchés pour 2009 ;
- ☒ Avis général de passation des marchés pour 2009 ;
- ☒ Décisions portant nomination des membres de la Commission des marchés et de la Cellule de passation des marchés;
- ☒ Attestations de prise de connaissance des dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- ☒ Registre journal pour l'exercice 2009 qui retrace les mouvements de fonds (absence de comptabilité).

- **Contrôle de l'exhaustivité des marchés**

Des contrôles ont été effectués au niveau de la HASSMAR pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés qui nous ont été communiqués.

Ainsi, un recensement des marchés a été effectué et une validation faite par des rapprochements avec le Registre journal et les factures.

- **Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux**

Les contrôles des marchés échantillonnés ont porté notamment sur les différents aspects de la procédure de passation des marchés décrits dans les termes de référence de la mission sur la base des outils fournis par l'ARMP.

2.3.2. Audit de l'exécution financière des marchés

Les travaux d'audit relatifs à l'exécution financière des marchés de la HASSMAR visent à vérifier le respect des procédures relatives à, d'une part, l'engagement, le contrôle et la certification du service fait et, d'autre part, la liquidation et le paiement des dépenses, afin de s'assurer que les règlements émis sont justifiés et que les fonds alloués ont été utilisés aux seules fins prévues.

Nous avons donc recueilli directement auprès de la HASSMAR les dossiers de paiement instruits par le service comptable attaché à la structure.

2.3.3. Audit technique de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique porte pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

2.4. Constitution de l'échantillon d'audit

2.4.1. Echantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

Nous présentons ci-dessous les statistiques sur les marchés transmises par la HASSMAR qui constitue l'échantillon d'audit initial :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009	
	Nombre	Montant en F CFA
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	1	481 175 191
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-
Demande de Renseignements et des Prix (DRP)	13	56 094 353
Entente Directe (ED)	5	25 277 000
TOTAL	19	562 546 544

2.4.1.1. Correction de l'échantillon initiale

Comme indiqué dans notre méthodologie, nous avons effectué des travaux sur les mouvements de fonds de la HASSMAR concernant l'exhaustivité des marchés transmis. Ces contrôles ont permis de relever des acquisitions qui n'ont pas été effectuées conformément aux dispositions du CMP pour un montant de Vingt Cinq millions deux cent soixante dix sept milles francs CFA (25.277.000) F CFA. Ces corrections ont donc été opérées sur la liste des marchés reçue de la société.

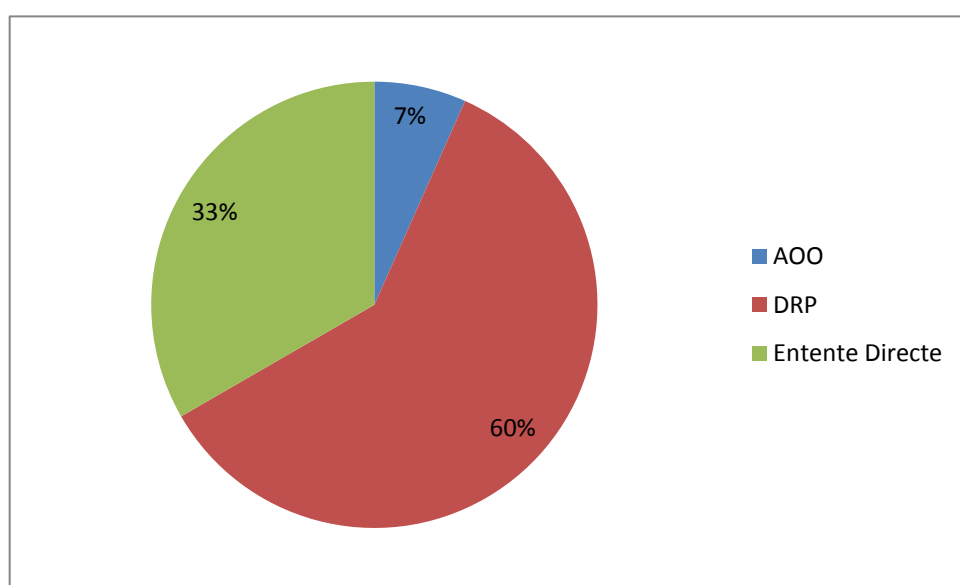
2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit

Il a été fait conformément aux termes de référence de la mission. Nos travaux ont porté sur la sélection et la validation d'un échantillon de marchés représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. Pour la HASSMAR, notre échantillon porte sur l'unique Appel d'Offre et 9 DRP sur les 13 corrigées par les acquisitions (Vingt Cinq millions deux cent soixante dix sept milles francs CFA (25.277.000) F CFA) non répertoriées sur la liste de la société.

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés déclarés et examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	1	481 175 191	1	481 175 191	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)						
Prestations intellectuelles (PI)						
Demande de Renseignements et de Prix	13	56 094 353	09	54 239 148	69%	97%

(DRP)						
Entente directe non autorisée (ED)	5	25 277 000	5	25 277 000		
TOTAL	19	562 546 544	15	560 691 339	79%	99%

COMPOSITION DE L'ÉCHANTILLON



2.4.2. Échantillon pour l'audit de l'exécution physique des marchés

L'échantillon retenu pour l'audit technique porte sur la construction du Centre de coordination des secours maritimes abritant le siège de la HASSMAR pour constater la matérialité. Cet audit nécessite une expertise technique et fera l'objet d'un rapport séparé.

3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1. Rappel

3.1.1. Réglementation en vigueur

Nous avons effectué une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés à savoir :

- Directive n°4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- Loi n°2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Décret n°2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- Décret n°2005 - 576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- Décret n°2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics modifié ;
- Décret n°2007 - 546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- Décret n°2007 - 547 du 25 avril 2007 portant création de la DCMP ;
- Arrêté du Premier Ministre n° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 092 286 du 3 octobre 2007 du MEF portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Arrêté n° 11 583 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11 584 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11 585 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- Arrêté n° 11 586 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CPM et CM ;

- Arrêté n° 11 587 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 45 e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- Arrêté n°11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du CMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre n° 03 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n°005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes.

3.1.2. Procédures

Le tableau ci-dessous rappelle les seuils applicables pour les différentes étapes de la procédure de passation des marchés.

Rappel des seuils applicables à la HASSMAR en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	250 000 000	100 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	600 000 000	200 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	125 000 000	100 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	200 000 000	100 000 000	350 000 000

3.2. Constats relatifs au dispositif des marchés

3.2.1. Présentation de la HASSMAR

La **Haute Autorité chargée de la coordination de la Sécurité maritime, de la Sûreté Maritime et de la protection de l'environnement marin (HASSMAR)** est créée par décret N° 2006-322 du 07 avril 2006.

La HASSMAR est le dépositaire de l'autorité de l'État et le délégué du gouvernement dans le cadre de la coordination de l'action de l'État en mer. La HASSMAR est une structure administrative autonome rattachée à la Primature et placée sous la tutelle technique du Ministère des Forces armées.

La HASSMAR est investie d'une responsabilité générale de coordination dans tous les domaines relatifs à la sécurité, à la sûreté et à la protection de l'environnement, dans les eaux maritimes et fluviales sous juridiction sénégalaise.

Cette responsabilité s'étend, pour la recherche et le sauvetage, à la zone maritime placée sous la responsabilité du Sénégal par l'Organisation maritime internationale (OMI). Les domaines d'intervention de la HASSMAR sont :

- la défense de la souveraineté ;
- la sauvegarde des intérêts de la nation ;
- le maintien de l'ordre public ;
- la sécurité de la navigation ;
- la prévention et la lutte contre les actes illicites ;
- la sécurité et la sûreté des personnes, des biens et des installations ;
- la protection de l'environnement marin et la préservation des ressources marines.

Les compétences de la HASSMAR sont clairement définies dans le décret de création de la structure.

La HASSMAR exerce ses missions sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance composé de représentants du Président de la République, du Premier Ministre et de chacun des ministres concernés par l'action de l'État en mer.

Les décisions issues des délibérations de ce Conseil sont mises en œuvre par le Secrétaire général de la HASSMAR.

La HASSMAR est placée sous la direction d'un officier de marine, général ou supérieur, de la Marine nationale, nommé par décret du Président de la République, sur proposition du Premier Ministre et qui prend l'appellation de Secrétaire général.

La HASSMAR dispose de ressources provenant du budget de l'État, de taxes et de subventions versées par des acteurs socio-économiques bénéficiaires de ses services ou tirant profit des opportunités économiques offertes par la mer et, de fonds de la coopération internationale.

3.2.2. Fonctionnement du dispositif des marchés de la HASSMAR

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité de la HASSMAR à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés Publics. Sous ce rapport, nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et sa présentation conforme aux instructions de la DCMP en la matière ; à l'examen, nous notons que le PPM retrace essentiellement les acquisitions de l'exercice 2009.

Nous avons vérifié que la HASSMAR a aussi élaboré l'Avis Général de Passation des Marchés, mais les justificatifs de sa transmission à la DCMP, de même que ceux du PPM ne nous ont pas été fournis.

En effet, la Commission des Marchés et la Cellule des marchés ont été mises en place à la date du 29 décembre 2008. Les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ont signé l'attestation de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Éthique. La date exacte de transmission de l'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés à l'ARMP et à la DCMP ne nous a pas été communiquée. Les membres de la Commission des Marchés sont au nombre de quatre (04) et ceux de la Cellule de Passation, au nombre de trois (03).

La HASSMAR a confié au Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, la conduite de la procédure de passation du seul marché lancé par Appel d'offres ouvert durant la gestion 2009, relatif aux travaux de construction du siège de la HASSMAR et la DRP afférent à la maîtrise d'œuvre dudit projet.

Les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés ne sont pas totalement respectées.

La Commission des Marchés de la HASSMAR n'a pas élaboré de rapport annuel comme l'y invite le CMP tout comme la Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus transmis ses rapports trimestriels. De manière générale, la HASSMAR n'a pas respecté avec la rigueur souhaitée les procédures nationales de passation de marchés publics.

Par ailleurs, la HASSMAR n'a pas formalisé toute la démarche de passation de marchés publics du fait de la **carence documentaire** notée sur les dossiers de la procédure de passation des marchés qui ont mis à notre disposition.

4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1. Audit de la passation des marchés

4.1.1. DRP

Ces constats portent sur le seul marché d'Appel d'Offres et les neuf (09) DRP passées par la HASSMAR pour l'exercice 2009. Les tableaux qui suivent présentent les conclusions du Cabinet sur chaque Appel d'Offre et les DRP :

AAO N° T 0079/10											
Objet	Construction du Centre de Coordination des Secours Maritimes abritant la HASSMAR										
Date de l'avis d'appel d'offres	23 juillet 2009										
Date de dépôt des offres	24 août 2009										
Attributaire	OMNIBAT										
Date de souscription	29 décembre 2009										
Date du contrat	26 janvier 2010										
Montant du marché	481 175 191 F CFA TTC										
Délai d'exécution	12 mois										
<p>- Après la publication de l'Avis d'appel d'offre dans le Journal le Soleil, cinq fournisseurs ont déposé leurs offres.</p> <p>- Un procès verbal d'ouverture des plis a été établi le jour du dépôt des offres.</p> <p>- Cinq offres concernant les fournisseurs suivants ont été mises à notre disposition :</p> <table border="0"> <tr> <td>1. S.E.S</td> <td>330.275..672 F CFA TTC</td> </tr> <tr> <td>2. K.F.E</td> <td>350.889.101 F CFA TTC</td> </tr> <tr> <td>3. SICS INTERNATIONAL</td> <td>496.652.997 F CFA TTC</td> </tr> <tr> <td>4. S.C.P.I</td> <td>536.685.035 F CFA TTC</td> </tr> <tr> <td>5. OMNIBAT</td> <td>375.012.944 F CFA TTC</td> </tr> </table> <p>Après corrections faites sur les offres, celle de OMNIBAT devenue la moins-disante a été retenue pour adjudication.</p> <p>La proposition d'attribution a été transmise à la DCMP pour avis.</p>		1. S.E.S	330.275..672 F CFA TTC	2. K.F.E	350.889.101 F CFA TTC	3. SICS INTERNATIONAL	496.652.997 F CFA TTC	4. S.C.P.I	536.685.035 F CFA TTC	5. OMNIBAT	375.012.944 F CFA TTC
1. S.E.S	330.275..672 F CFA TTC										
2. K.F.E	350.889.101 F CFA TTC										
3. SICS INTERNATIONAL	496.652.997 F CFA TTC										
4. S.C.P.I	536.685.035 F CFA TTC										
5. OMNIBAT	375.012.944 F CFA TTC										

Non conformités	<ul style="list-style-type: none">- L'avis d'attribution définitive dans un journal officiel n'a pas été mis à notre disposition en violation à l'article 83 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics qui stipule que « dans les quinze jours suivants la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive ».
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Se conformer aux dispositions de l'article 83 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.
Commentaires de l'AC	Le processus de passation des marchés a été géré par la Direction Générale de la Construction des Bâtiments et Edifices Publics. HASSMAR informe que les lettres adressées à cette direction sont restées sans suite.
Appréciation du Cabinet	L'avis d'attribution définitive n'est pas disponible. La recommandation du cabinet reste valable.

DRP1	
Objet	SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE CERTIFICATION ISO 9001 VERSION 2008
Date d'invitation	10 novembre 2009
Date de dépôt des offres	17 décembre 2009
Attributaire	Partners Consulting
Date de notification	12 février 2010
Date du contrat	10 mars 2010
Montant du marché	22 420 000 F CFA TTC
Délai d'exécution	8 mois
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La Hassmar a adressé des lettres d'invitation à cinq fournisseurs. Les lettres d'invitations adressées aux candidats consultés ne comportent pas les noms des cinq(5) soumissionnaires à consulter simultanément en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et de sa circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 qui en fait une obligation. - Cinq offres concernant les fournisseurs suivants ont été mises à notre disposition : <ul style="list-style-type: none"> 1. LQT Consulting 25 488 000 F CFA TTTC 2. Partners Consulting 22 420 000 F CFA TTC 3. CREATIVE 27 140 000 F CFA TTC 4. AEC SUARL 24 780 000 F CFA TTC 5. APAVE CETE SENEGAL 25 783 000 F CFA TTC <p>L'offre de Partners Consulting retenue pour adjudication est la moins-disante.</p>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer aux dispositions de l'article 77 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.
Commentaires de l'AC	L'AC prend acte des recommandations.
Appréciation du Cabinet	La recommandation du cabinet reste valable.

DRP2	
Objet	Maîtrise d'œuvre pour l'assistance et le suivi des travaux de Construction du MRCC devant abriter le siège de la HASSMAR
Date d'invitation	06 avril 2009
Date de dépôt des offres	10 avril 2009
Attributaire	Cabinet d'architecture Daouda Thionkiry GUIRO
Date de notification	
Date du contrat	Non daté
Montant du marché	24.600.000 F CFA
Délai d'exécution	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La Hassmar a adressé des lettres d'invitation à cinq fournisseurs. Les lettres d'invitations adressées aux candidats consultés ne comportent pas les noms des cinq(5) soumissionnaires à consulter en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 qui en fait une obligation. - Cinq offres concernant les fournisseurs suivants ont été mises à notre disposition : <ul style="list-style-type: none"> 1. Yakhya DIAOUNE 24 800 000 F CFA TTTC 2. Ibrahima Sorry DIALLO 24 900 000 F CFA TTC 3. Seydou DIAWARA 24 750 000 F CFA TTC 4. Adja Woury KA 24 700 000 F CFA TTC 5. Daouda Thioukiry Guiro 24 600 000 F CFA TTC <p>L'offre de Daouda Thioukiry Guiro retenue pour adjudication est la moins-disante.</p>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer aux dispositions de l'article 77 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.
Commentaires de l'AC	L'AC prend acte des recommandations et rappelle que c'est la Direction Générale de la Construction des Bâtiments et Edifices Publics qui a conduit la procédure de passation du marché.
Appréciation du Cabinet	La recommandation du cabinet reste valable.

DRP3											
Objet	Achat d'un scooter Jonway YY125T-4										
Date d'invitation	Non disponible										
Date de dépôt des offres	Non disponible										
Attributaire	BERNABE ALLIANCE										
Date du bon de commande	24 décembre 2009										
Date de la facture	28 décembre 2009										
Montant du marché	929 499 F CFA TTC										
Date de réception	28 décembre 2009										
Non conformités	<p>- Les factures proforma des fournisseurs nous renseignent sur les prix proposés qui sont les suivants :</p> <table> <tr> <td>1. Bernabé Alliance</td><td>929.499 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>2. Technopointe -Plus</td><td>985.300 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>3. Meissa Mbaye Samb</td><td>927.244 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>4. GIE DJAGARAF</td><td>949.900 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>5. SENDIS</td><td>1.056.100 F CFA TTC</td></tr> </table> <p>Le fournisseur Meissa Mbaye Samb ayant déposé l'offre la moins disante n'a pas été retenue. Le procès verbal d'attribution ne précise pas la raison de sa décision d'attribuer le marché au fournisseur Bernabé Alliance</p>	1. Bernabé Alliance	929.499 F CFA TTC	2. Technopointe -Plus	985.300 F CFA TTC	3. Meissa Mbaye Samb	927.244 F CFA TTC	4. GIE DJAGARAF	949.900 F CFA TTC	5. SENDIS	1.056.100 F CFA TTC
1. Bernabé Alliance	929.499 F CFA TTC										
2. Technopointe -Plus	985.300 F CFA TTC										
3. Meissa Mbaye Samb	927.244 F CFA TTC										
4. GIE DJAGARAF	949.900 F CFA TTC										
5. SENDIS	1.056.100 F CFA TTC										
Recommandations	<p>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/ CAB/CP du 31 mars 2009</p>										
Commentaires de L'AC	La raison du choix de l'attributaire a été essentiellement basée sur l'expérience de l'attributaire et la qualité de l'échantillon qui a été fourni surtout que l'écart entre l'attributaire et le moins disant est de 2 255 FCFA.										
Appréciation du Cabinet	La recommandation du cabinet reste valable.										

DRP4	
Objet	Fournitures de bureau
Date d'invitation	Non disponible
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaire	HORITECH
Date du bon de commande	02 juin 2009
Date de la facture	02 juin 2009
Montant du marché	1.653.770 F CFA TTC
Date de réception	02 juin 2009
Non conformités	Pas de non conformités relevées
Recommandations	
Commentaires de L'AC	

DRP5 BC N°118/HASSMAR	
Objet	Fournitures de bureau
Date d'invitation	Non disponible
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaire	ADL INTERNATIONAL
Date du bon de commande	22 juillet 2009
Date de la facture	28 juillet 2009
Montant du marché	751.129 F CFA TTC
Date de réception	28 juillet 2009
Non conformités	Pas de non conformités relevées.
Recommandations	
Commentaires de L'AC	

DRP6 Facture N°00510	
Objet	CONCEPTION ET REALISATION DU SITE WEB DE LA HASSMAR
Date d'invitation	Non disponible
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaire	SUD INFORMATIQUE
Date du bon de commande	19 mai 2009
Date de la facture	10 juin 2009
Montant du marché	1.416.000 F CFA TTC
Date de réception	10 juin 2009
Non conformités	Pas de non conformités relevées.
Recommandations	
Commentaires de L'AC	
Appréciation du cabinet	

DRP7	
Objet	Entretien de véhicule Mitsubishi DK 8521 AE
Date d'invitation	Non disponible
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaire	GARAGE AUTO
Date du bon de commande	13 janvier 2009
Date de la facture	30 janvier 2009
Montant du marché	486.750 F CFA TTC
Date d'attestation de service fait	30 janvier 2009
Non conformités	Pas de non conformités relevées.
Recommandations	
Commentaires de L'AC	
Appréciation du cabinet	

DRP8	
Objet	ACHAT DE MATERIEL ELECTROMENAGER
Date d'invitation	Non disponible
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaire	A.GLOBUM COMPANY
Date d'attribution	15 mai 2009
Date du Bon de commande	15 mai 2009
Date de la facture	15 mai 2009
Montant du marché	1.355.000 F CFA TTC
Date de réception	16 mai 2009
Non conformités	Pas de non conformités relevées à l'exception de la date de réception qui ne doit pas précéder la facturation.
Recommandations	
Commentaires de L'AC	
Appréciation du cabinet	

DRP9	
Objet	PHOTOCOPIE ET RELIURE DES PLANS SAR, SURMAR ET POLMAR
Date d'invitation	Non disponible
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaire	REPRO SYSTEMS SARL
Date du bon de commande	20 octobre 2009
Date de la facture	20 octobre 2009
Montant du marché	627.000 F CFA TTC
Date de réception	20 octobre 2009
Non conformités	Pas de non conformités relevées.
Recommandations	
Commentaires de L'AC	
Appréciation du cabinet	

4.1.1.1. Acquisitions par entente directe non autorisée en violation des dispositifs CMP

Les travaux sur l'exhaustivité des marchés ont permis de relever des acquisitions non conformes aux dispositions du CMP. Ces dépenses s'analysent comme suit :

Description	Fournisseur ou bénéficiaire	Montant en F CFA	Observations
Honoraires (Séminaires de formation en bureautique)	HORITECH	1.888.000	
Carburant	SHELL	21.617.500	
Fournitures de bureau	Repro systèmes	460 200	Fournitures de porte clés, agendas et stylos
Fournitures de bureau	GRAFITI	336 300	Réalisation de calendriers
Matériels informatiques	Sud Informatiques	975 000	
TOTAL		25.277.000	

Commentaires de L'AC	<p><u>Pour l'achat de carburant :</u> L'AC fait référence aux décrets n°2010-1188 du 13 septembre 2010 et n°2011-04 du 6 janvier 2011 qui dérogent l'achat de carburant aux procédures de passation des marchés ;</p> <p><u>Pour l'organisation de séminaires de formation et la fourniture de bureau :</u> L'AC fait référence à l'arrêté n°11585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP.</p>
Appréciation du cabinet	<p>Les observations du cabinet restent valables.</p> <p>En effet, pour l'achat du carburant, les décrets cités par l'AC n'étaient encore en vigueur au moment de l'acquisition de cette commande (gestion 2009)</p> <p>Pour l'organisation de séminaires de formation et la fourniture de bureau : l'arrêté cité par l'AC fixe les seuils en deçà desquels les commandes seront dispensées des formes écrites et pourront faire l'objet de règlements sur mémoires ou factures. Cependant la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précise que l'AC peut recourir à un demande de cotation d'au moins cinq fournisseurs.</p>

4.2. Audit de l'exécution financière

4.2.1. Constat des travaux d'audit du volet financier

Les travaux ont été réalisés au niveau de la HASSMAR pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de la Haute Autorité;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;
- la pratique de prix normaux ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect.

4.2.2. Constat d'audit sur le volet exécution financière

A l'issue des travaux effectués, nous relevons les déficiences suivantes :

- L'offre la moins disante n'a pas été retenue pour l'achat d'un scooter d'un montant de 929 499 F CFA ;

4.3. Audit de l'exécution physique des marchés

La réalité physique de la construction du Centre de coordination des secours maritimes abritant le siège de la HASSMAR fera l'objet d'un rapport technique séparé.

5. RECOMMANDATIONS

5.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- **ELABORATION DES RAPPORTS TRIMESTRIELS ET ANNUELS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

L'élaboration par la Commission des marchés du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente est une obligation fixée par le CMP. Ce rapport doit être établi et transmis à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

Les rapports trimestriels d'activités doivent être également transmis à la DCMP suivant le modèle figurant dans le site officiel des marchés publics. Ce rapport permettra d'alimenter les statistiques établies régulièrement par la DCMP.

- **ELABORATION D'UN MANUEL DE PROCEDURES ADMINISTRATIVES COMPTABLES ET FINANCIERES**

La HASSMAR doit se conformer aux dispositions du CMP en élaborant dans les meilleurs délais un manuel de procédures administratives, comptables et financières.

- **COMPTABILISATION DES OPERATIONS FINANCIERES**

Les opérations financières de la HASSMAR doivent être enregistrées de manière comptable de sorte à établir des états financiers annuels pour la structure.

5.2. Recommandations relatives aux marchés

5.2. 1. Recommandations relatives à la passation des marchés

- La procédure de passation des marchés d'Appel d'Offre doit être améliorée de manière à respecter l'article 83 du CMP quant à l'obligation de la publication des avis d'attribution définitive ;
- Le processus de la gestion des DRP doit être amélioré par une application rigoureuse du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 notamment sur les points concernant : la transmission simultanée de la lettre d'invitation à cinq (05) candidats au moins, l'information par écrit des soumissionnaires non retenus.

5.2.2. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents de la HASSMAR en matière de passation des marchés

Après mise en place de la Cellule des marchés, nous recommandons à la HASSMAR de prévoir un programme de renforcement des capacités de ses membres et de ceux de la Commission des Marchés, à travers des séminaires de formation, notamment ceux régulièrement organisés par l'ARMP.

5.2.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

La HASSMAR devrait améliorer son système de classement concernant la passation des marchés pour respecter les instructions de l'ARMP.